



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

Mercredi
25-05-2011
Après-midi

Woensdag
25-05-2011
Namiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti Socialiste
MR	Mouvement réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	socialistische partij anders
Ecolo-Groen!	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen!
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
VB	Vlaams Belang
cdH	centre démocrate Humaniste
LDD	Lijst Dedecker
INDEP-ONAFH	Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 53 0000/000	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000	Parlementair stuk van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Question de M. Patrick Moriau au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la législation européenne en matière de semences" (n° 4329)

Orateurs: **Patrick Moriau, Olivier Chastel**, ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le programme de coopération avec le Rwanda" (n° 4542)

Orateurs: **Thérèse Snoy et d'Oppuers, Olivier Chastel**, ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le projet Agricongo" (n° 4605)

Orateurs: **Thérèse Snoy et d'Oppuers, Olivier Chastel**, ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes

INHOUD

Vraag van de heer Patrick Moriau aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "de Europese wetgeving inzake zaden" (nr. 4329)

Sprekers: **Patrick Moriau, Olivier Chastel**, minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken

Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het samenwerkingsprogramma met Rwanda" (nr. 4542)

Sprekers: **Thérèse Snoy et d'Oppuers, Olivier Chastel**, minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken

Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het Agricongoproject" (nr. 4605)

Sprekers: **Thérèse Snoy et d'Oppuers, Olivier Chastel**, minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken

COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES

du

MERCREDI 25 MAI 2011

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

van

WOENSDAG 25 MEI 2011

Namiddag

La séance est ouverte à 14.35 heures et présidée par M. François-Xavier de Donnea.
De vergadering wordt geopend om 14.35 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Question de M. Patrick Moriau au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "la législation européenne en matière de semences" (n° 4329)

01 Vraag van de heer Patrick Moriau aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "de Europese wetgeving inzake zaden" (nr. 4329)

01.01 Patrick Moriau (PS): Monsieur le ministre, la Journée internationale de la résistance paysanne a eu lieu le 17 avril dernier. À cette occasion, plus de cinquante organisations venues de toute l'Europe ont appelé à une journée d'action pour le libre accès aux semences et contre la privatisation de celles-ci par quelques multinationales.

En effet, la Commission européenne désire mettre en place une législation unique réglant le marché des semences pour tous les États membres. Cette législation unique engendre de nombreux changements. En découleront ainsi la centralisation de l'enregistrement des variétés au sein d'un office européen, la formation de fonctionnaires européens pour la surveillance du marché des semences dans les différents États membres, ainsi que la diminution des frais d'administration par l'autocontrôle de l'industrie semencière.

Pourtant, auparavant, les semences n'étaient pas considérées comme une marchandise. Ce caractère non commercial est encore une réalité dans de nombreux de pays dans lesquels les semences paysannes et régionales constituent la base de l'alimentation des populations.

Le droit à l'alimentation est fortement lié à celui de pouvoir choisir, multiplier et échanger ces semences. Pourtant, aujourd'hui, le marché international des semences commerciales est contrôlé à 67 % par dix sociétés transnationales au rang desquelles figurent Bayer, Monsanto, Syngenta et Limagrain pour ne citer que celles-là.

Aujourd'hui, le risque est de renforcer encore la dépendance à ces multinationales. Celles-ci ont déjà imposé des droits de propriété intellectuelle sur leurs variétés et exigent en permanence leur renforcement et l'interdiction des variétés paysannes.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, M. Olivier De Schutter, a constaté dans son rapport, en 2009, que la

01.01 Patrick Moriau (PS): Naar aanleiding van de Internationale Dag van de Boerenstrijd op 17 april jongstleden hebben meer dan 50 Europese organisaties opgeroepen tot acties voor de vrije toegang tot zaaigoed en tegen het belemmeren daarvan door een aantal multinationals.

De Europese Commissie wil één enkele wetgeving met een centrale registratie van de variëteiten, markttoezicht en een vermindering van de administratiekosten in de zaaigoedindustrie door zelfcontrole. In heel wat landen is zaaigoed echter geen handelswaar. Het recht op voedsel sluit nauw aan bij het recht om zaden te kiezen, te vermeerderen en te ruilen. Tien transnationale bedrijven, waaronder Bayer, Monsanto, Syngenta en Limagrain, hebben 67 procent van de markt voor commercieel zaaigoed in handen.

De heer Olivier De Schutter, speciaal VN-rapporteur voor het recht op voedsel, kwam in zijn rapport tot de vaststelling dat de bescherming van het traditionele zaadsysteem van de boeren van fundamenteel belang is als men het recht op voedsel wil eerbiedigen.

protection du système semencier des paysans est essentielle pour respecter le droit à l'alimentation et donc in fine la sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement.

Monsieur le ministre, cette matière étant régionalisée, je me limiterai à vous interroger sur les possibles retombées néfastes de cette volonté de la Commission sur les pays en voie de développement. Cette nouvelle législation unique ne risque-t-elle pas de mettre en place un système qui assure la mainmise et l'enrichissement des grands groupes industriels du secteur menaçant les agriculteurs les plus faibles, à savoir ceux des pays en développement dont on dit de plus en plus qu'ils sont sans doute la première possibilité de vaincre – on y reviendra tout à l'heure lors de la discussion de la résolution – le problème de la faim dans le monde ? Avez-vous évalué les impacts éventuels sur les pays en développement avec les ministres régionaux en charge de l'agriculture ?

01.02 Olivier Chastel, ministre: Monsieur le président, cher collègue, la révision en cours du régime semences et plants a commencé, il y a un an, dans le cadre de la *better regulation*. Elle a pour objectif principal de réduire la complexité de la législation actuelle en regroupant les douze directives, donc les nonante actes légaux, en un seul règlement.

Les différents scénarios proposés vont globalement dans le sens d'un assouplissement du régime actuel. À côté des semences certifiées, des variétés d'obtenteurs, des facilités, plus d'ouverture seraient offertes aux semences standards pour se conformer, par exemple, à la législation.

Par ailleurs, je voudrais dire quelques mots au sujet des droits d'obtention, les *Community plant variety rights*.

Dans ce cadre, il n'existe pas de révision en cours. Cependant, la Commission réfléchit; en effet, une évaluation externe est en fin de parcours et devrait livrer ses résultats très prochainement. Tous les *stakeholders* ont été invités à contribuer à cette évaluation.

Par ailleurs, on notera encore cette spécificité des *Community plant variety rights*: les *farmer's exceptions* donnent aux agriculteurs le droit d'utiliser des semences de ferme, des espèces identifiées dans la législation dans leurs propres exploitations, sans le consentement des ayants droit de la variété en question.

Voilà un rapide brossage du contexte général de ce qui est en cours. J'en arrive à présent à vos questions précises et spécifiques.

Il est encore un peu tôt pour y répondre. En effet, les nouvelles propositions législatives de la Commission n'ont pas encore été présentées. Une réponse définitive quant aux conséquences de ces nouvelles propositions législatives est donc prématurée. Nous y restons attentifs. La future législation visera surtout la simplification, souhaitée, réclamée et estimée utile par tous, mais surveillons les impacts possibles.

Les impacts de cette future législation sur les pays en voie de développement n'ont pas été évalués. En effet, nous ne disposons que de peu d'éléments concrets, précis et définitifs sur ces nouvelles

Werkt deze wetgeving geen systeem in de hand waarbij de grote industriële groepen zich nog verder kunnen verrijken en waardoor het probleem van de honger in de wereld niet opgelost raakt aangezien precies de armste boeren in de verdrukking komen? Bent u samen met de gewestelijke landbouwministers nagegaan welke impact die wetgeving op de ontwikkelingslanden zal hebben?

01.02 Minister Olivier Chastel: De herziening van het zaad- en plantsysteem in het kader van de *better regulation* strekt ertoe de twaalf bestaande richtlijnen in een enkele verordening te hergroeperen. Naast de gecertificeerde zaden zou er ruimte zijn voor standaardzaden.

Er loopt geen herzieningsproces met betrekking tot de communautaire kwekersrechten, de *Community plant variety rights*. De Commissie is wel bezig met een reflectie. Bovendien geven de *farmer's exceptions* de landbouwers het recht op het eigen bedrijf geoogst zaaigoed te gebruiken zonder de toestemming van de rechthebbenden van het ras in kwestie.

De nieuwe wetgevingsvoorstellen van de Commissie werden nog niet voorgesteld. Er werd geen evaluatie gemaakt van de gevolgen ervan voor de ontwikkelingslanden.

propositions législatives.

01.03 Patrick Moriau (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie. Vous confirmez donc mon inquiétude. Avouez qu'il y a de quoi être inquiet. J'ai l'impression que nous nous trouverons devant un processus identique à celui de la directive Bolkestein.

Vous dites vous-même que la Commission est en train de rénover, mais sans avoir effectué d'évaluation sur les pays en voie de développement. C'est inquiétant. Nous sommes à nouveau liés à une décision prise par des technocrates bruxellois, comme disent certains, mais je ne voudrais pas user de cet aspect poujadiste. Beaucoup de voix montrent néanmoins bien de l'inquiétude vis-à-vis de ce problème.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le développement des questions et interpellations est suspendu de 14.42 heures à 15.38 heures.

De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 14.42 uur tot 15.38 uur.

Le **président**: Chers collègues, je propose que nous poursuivions les questions orales.

02 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le programme de coopération avec le Rwanda" (n° 4542)

02 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het samenwerkingsprogramma met Rwanda" (nr. 4542)

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le président, monsieur le ministre, vous-même ou vos représentants avez signé le 18 mai un programme de coopération avec le Rwanda portant sur quatre ans.

En 2006, la Belgique et le Rwanda avaient conclu un programme indicatif pour la période 2007-2010. L'enveloppe globale pour cette période s'élevait à 104 millions d'euros. Le programme indicatif précédent était centré sur la croissance économique et la lutte contre la pauvreté.

Aujourd'hui, il est question d'un budget de 160 millions d'euros, avec une éventuelle tranche additionnelle de 40 millions d'euros liée au respect de la bonne gouvernance et des droits de l'homme.

Monsieur le ministre, ma question présente deux aspects. Tout d'abord, je m'étonne que vous puissiez prendre de tels engagements pendant une période d'affaires courantes. La loi de 1999 prévoit que vous transmettiez au parlement une note stratégique, pays par pays, ainsi que l'avis du Conseil fédéral du Développement durable. Or, je n'en ai pas eu connaissance. La loi ne dit pas qu'il faut en discuter, ni qu'on doit l'approuver. Toutefois, j'estime qu'il y a eu un problème de légitimité, étant donné la sensibilité du cas en question. Le Rwanda fait effectivement l'objet de beaucoup de questions parlementaires, entre autres en matière de gouvernance et de respect des droits de l'homme. À cet égard, monsieur le ministre, je sais que vous avez inséré dans le programme des clauses relatives au respect des droits de l'homme et à la gouvernance. Pourriez-vous me dire si cette note stratégique existe?

01.03 Patrick Moriau (PS): U zegt dat de Commissie de wetgeving aan het vernieuwen is, maar dat ze de gevolgen voor de ontwikkelingslanden niet heeft geëvalueerd. Dat is zorgwekkend!

02.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): In het kader van het nieuwe vierjarige samenwerkingsprogramma met Rwanda wordt er een budget van 160 miljoen euro uitgetrokken, met een bijkomende schijf van 40 miljoen als er substantiële vooruitgang wordt geboekt op het vlak van goed bestuur en de eerbiediging van de mensenrechten.

Het verbaast me dat u zulke vastleggingen kan doen in een periode van lopende zaken. Voorts heb ik, ondanks het feit dat goed bestuur en eerbiediging van de mensenrechten voor Rwanda gevoelig liggen, geen kennis mogen nemen van de strategienota die u overeenkomstig de wet van 1999 aan het Parlement moet bezorgen. Bestaat die nota?

Welke verbintenissen inzake substantiële vooruitgang op het stuk van goed bestuur en eerbiediging van de mensenrechten bevat het samenwerkingsprogramma?

Enfin, qu'avez-vous pu obtenir, dans cet accord, comme condition de progrès du Rwanda en la matière? À quelles conditions l'octroi de ces 40 millions supplémentaires sera-t-il soumis?

Welke voorwaarden worden er gesteld voor de toekenning van die bijkomende schijf van 40 miljoen?

02.02 Olivier Chastel, ministre: Monsieur le président, la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale prévoit que les notes stratégiques "pays" sont transmises, avec l'avis du Conseil fédéral du Développement durable, à la Chambre des représentants et au Sénat. La dernière note stratégique "pays" date de décembre 2002. Le secrétaire d'État Eddy Boutmans a transmis les notes stratégiques "pays" à la Chambre des représentants et au Sénat dans le courant du premier trimestre 2003.

02.02 Minister Olivier Chastel: De strategische landennota's zijn niet meer bijgewerkt sinds de nota's die in 2002 werden opgesteld en in 2003 naar de Kamers werden verzonden. De basisnota's van onze attachés van ontwikkelingssamenwerking vormen het raamwerk voor de voorbereiding van de samenwerkingsprogramma's.

Les notes stratégiques "pays" n'ont plus été mises à jour depuis cette période. Les notes de base préparées par nos attachés de coopération sur base des directives pour la préparation des différents PIC servent de cadre pour la préparation des programmes de coopération.

De bijeenkomst van de gemengde commissie met Rwanda die voor juni 2010 was gepland, werd uitgesteld om de dialoog met de autoriteiten en de andere donoren te kunnen voortzetten en om te voorkomen dat een en ander de verkiezingen zou doorkruisen. Naar aanleiding van het ontslag van de regering en de daaropvolgende periode van lopende zaken werd de bijeenkomst van de gemengde commissie verdaagd. Omdat die toestand blijft aanslepen en de middelen van het vorige indicatief samenwerkingsprogramma opgebruikt zijn, werd er besloten om een gemengde commissie bijeen te roepen. De drie prioritaire sectoren van het nieuwe programma dat op 18 mei werd ondertekend, zijn gezondheidszorg (55 miljoen), energie (55 miljoen) en decentralisatie (28 miljoen).

La commission mixte avec le Rwanda était programmée pour juin 2010 et elle a été reportée pour permettre de poursuivre le dialogue avec les autorités et les autres bailleurs sur la division du travail ainsi que pour éviter que l'annonce d'une contribution belge n'interfère dans le processus électoral déjà tendu. L'élection présidentielle était effectivement prévue pour août 2010.

Entre-temps, notre gouvernement est entré en affaires courantes et la tenue d'une commission mixte prévue à la mi-2010 a été postposée. Étant donné la prolongation de la situation des affaires courantes, il était devenu nécessaire de tenir une commission mixte avec le Rwanda. En effet, l'entièreté du PIC précédent (2007-2010) d'un montant de 145 millions d'euros avait été non seulement formulée mais aussi engagée. Le report de la commission mixte aurait donc engendré un fléchissement dans le programme de coopération à partir du début 2012, préjudiciable à nos relations bilatérales avec un de nos principaux pays partenaires.

La décision d'organiser une commission mixte et donc d'approuver un programme indicatif de coopération a été prise par le kern du Conseil des ministres, et par le gouvernement démissionnaire dans son entièreté.

Suite à la division du travail négociée entre le gouvernement rwandais et ses partenaires techniques et financiers, le nouveau programme de coopération signé le 18 mai dernier se concentre sur trois secteurs prioritaires: la santé (55 millions d'euros), l'énergie (55 millions d'euros) et la décentralisation (28 millions d'euros).

Er werd bijzondere aandacht besteed aan het goed bestuur, waarvan de decentralisatie een essentieel element is, alsook aan de institutionele ondersteuning, de gelijkheid van mannen en vrouwen, het duurzame milieubeheer en de klimaatveranderingen.

La gouvernance fut l'objet d'une attention particulière. Les principes de bonne gouvernance dans les secteurs ont notamment été intégrés. Les capacités d'appui institutionnel dans les secteurs de concentration ont été renforcées au travers de budgets spécifiques. Le genre, l'égalité entre hommes et femmes, la gestion durable de l'environnement et les changements climatiques font aussi l'objet d'une attention particulière.

Voor het programma werd een bedrag van 160 miljoen euro uitgetrokken. Daaraan kan gedurende de laatste twee jaren een bijkomend bedrag van 40 miljoen euro worden toegevoegd. Er zullen cri-

Bien évidemment, le secteur de la décentralisation, avec 28 millions

d'euros, est un élément majeur en matière de bonne gouvernance. Le PIC 2011-2014, tel que signé le 18 mai, s'élève à 160 millions d'euros pour quatre ans.

Une tranche supplémentaire de 40 millions d'euros pourra être libérée pour les deux dernières années de notre programme de coopération. Cependant, pour rappeler l'importance de la démocratie, de l'État de droit et de la gouvernance pour le développement, des critères seront établis. Ils porteront sur la bonne gouvernance, et plus spécifiquement sur la qualité du dialogue politique (article 8).

Des indicateurs de gouvernance sont tirés du *common performance assessment framework*. D'autres indicateurs porteront sur la liberté de la presse et sont issus, eux, du *joint governance assessment*. Voilà les trois éléments figurant dans l'accord final signé le 18 mai dernier à Kigali. Ils permettront d'évaluer, dans deux ans, les progrès du pays dans le domaine de la gouvernance économique, d'une part, et dans celui de la gouvernance démocratique, de l'autre.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, j'ai relu votre réponse à des questions du 22 mars 2011. Vous disiez: "Les intentions sont claires et fermes. Si Kigali veut bénéficier d'une aide belge au développement accrue, comme le Congo et le Burundi, le Rwanda devra non seulement prendre des engagements dès le 18 mai prochain, mais également présenter des indicateurs positifs dans les premiers mois, au cours des deux premières années de l'établissement de ce PIC pluriannuel de quatre ans, pour espérer bénéficier de la tranche supérieure de 40 millions."

Je ne peux pas juger, sur la base de ce que vous m'avez dit, du degré de contrainte que représentent les critères que vous m'avez cités. J'espère que vous tiendrez compte de toutes les questions parlementaires déjà posées, qui ont alerté l'opinion sur les questions du respect des droits de l'homme dans ce pays, sur la liberté des opposants au régime, sur celle des journalistes et sur celle de la presse. Je suis heureuse que vous l'ayez citée.

Certains opposants seraient même poursuivis alors qu'ils séjournent en Belgique.

Il existe donc de fortes tensions.

Cela dit, le dialogue doit être maintenu avec le Rwanda avec qui nous avons eu des relations intenses. Mais nous devons avoir le courage de mettre des limites et de ne pas être un *silent partner*, un partenaire silencieux.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 4585 van de heer De Vriendt wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 4662 van mevrouw Becq wordt uitgesteld.

Présidente: Els Demol.

Voorzitter: Els Demol.

teria worden vastgelegd die herinneren aan het belang van de democratie, de rechtsstaat en het goed bestuur voor de ontwikkeling. Andere indicatoren zullen de persvrijheid meten.

02.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ik kan niet inschatten hoe bindend de door u vermelde criteria zijn. Ik hoop dat u rekening zal houden met de parlementaire vragen die werden gesteld over de eerbiediging van de mensenrechten en de persvrijheid.

De dialoog met Rwanda moet worden gehandhaafd, maar wij moeten de moed hebben om geen zwijgende partner te zijn.

Le **président**: La question n° 4585 de M. De Vriendt est transformée en question écrite et la question n° 4662 de Mme Becq est reportée.

03 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre de la Coopération au développement, chargé des Affaires européennes, sur "le projet Agricongo" (n° 4605)

03 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Ontwikkelingssamenwerking, belast met Europese Zaken, over "het Agricongoproject" (nr. 4605)

03.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, selon mes informations, le projet intitulé Agricongo, porté par l'association du même nom et six ONG belges sous la coordination de TRIAS, serait actuellement soumis à votre décision, après avoir été évalué par la DG Coopération au développement et reçu un avis négatif de l'Inspection des Finances.

Cependant, le comité d'évaluation auprès de l'Ambassade de Belgique à Kinshasa, datant de décembre 2010, est très favorable au projet: la plupart des dimensions évaluées font l'objet d'une bonne ou même "excellente" cote. Il s'agit d'un projet d'appui au plaidoyer agricole et à la structuration paysanne provinciale et nationale en RDC.

À la lecture du projet, il me semble qu'il s'intègre dans la politique de renforcement de l'agriculture paysanne. Monsieur le ministre, pouvez-vous me communiquer les raisons de l'avis négatif de l'Inspection des Finances? Comptez-vous demander aux auteurs de réorienter le projet ou de le rejeter?

03.01 **Thérèse Snoy et d'Oppuers** (Ecolo-Groen!): Het project Agricongo voor de ondersteuning van het lobbywerk van de landbouwers en de opbouw van landbouwersorganisaties op provinciaal en op nationaal niveau in de DRC, zou naar ik verneem door de Directie-Generaal Ontwikkelingssamenwerking (DGOS) zijn geëvalueerd en heeft van de Inspectie van Financiën een negatief advies gekregen.

Nochtans is het evaluatiecomité van de Belgische ambassade in Kinshasa het project zeer gunstig gezind. Wanneer ik het project nader bestudeer, lijkt het me te passen in het beleid ter versterking van de kleinschalige landbouw.

Om welke redenen bracht de Inspectie van Financiën een negatief advies uit? Zult u de projectindieners vragen hun project bij te sturen, of bent u van plan het af te keuren?

03.02 **Olivier Chastel**, ministre: Madame Snoy, le projet d'appui au plaidoyer agricole et à la restructuration paysanne provinciale et nationale, présenté par l'ONG belge TRIAS au nom de dix ONG a été soumis au financement de la DGD dans le cadre de l'allocation de base "synergie et complémentarité" avec le programme indicatif de coopération gouvernementale. Celui-ci a, en effet, reçu un avis négatif de l'inspecteur des Finances, motivé par le fait que la proposition de projet en RDC se trouve, en grande partie, en dehors des zones de concentration du PIC, rendant en ce sens les synergies à tout le moins difficiles.

En outre, l'inspecteur des Finances constate le manque de justification et de motivation de plusieurs des scores de la fiche d'évaluation du dossier. Enfin, il soulève le manque d'analyse du risque, notamment lié aux conventions de partenariat entre les différentes ONG.

Même si ce projet d'appui aux organisations paysannes est pertinent et intéressant de par son approche regroupant plusieurs ONG, il n'en demeure pas moins en dehors des objectifs poursuivis par cette ligne budgétaire en particulier.

03.02 **Minister Olivier Chastel**: In het kader van het indicatief programma van ontwikkelingsamenwerking (ISP) ontving het project voor de ondersteuning van het lobbywerk van de landbouwers en van de opbouw van landbouwersorganisaties op provinciaal en op nationaal niveau financiering van de DGOS uit de basisallocatie 'synergie en complementariteit'. Het negatieve advies van de inspecteur van Financiën is te wijten aan het feit dat het beoogde gebied buiten de ISP-concentratiezones ligt, wat synergieën op zijn minst moeilijk maakt. De inspecteur van Financiën stelt ook vast dat verscheidene scores op het evaluatieblad in het dossier niet werden gemotiveerd. Tot slot wijst hij op het gebrek aan

En effet, l'objectif poursuivi par la ligne budgétaire de synergie et de complémentarité avec le PIC est d'appuyer des initiatives de la coopération gouvernementale par un soutien à la société civile dans son analyse critique des politiques gouvernementales. Le projet Agricongo, ajouté à celui de la CTB, qui permet de couvrir presque tout le territoire congolais en soutenant les organisations paysannes, ne correspond évidemment pas aux objectifs de cette ligne.

J'envisage donc de demander à ce consortium d'ONG de revoir sa proposition en concertation plus étroite avec la CTB, qui peaufine actuellement les analyses de gouvernance du secteur de développement rural en RDC. Des synergies opérationnelles pourront, dès lors, être esquissées. Il reste cependant nécessaire que le projet d'appui aux associations paysannes se matérialise dans les zones de concentration du PIC. L'ONG en possède évidemment la liste complète.

risicoanalyse, meer bepaald inzake de risico's die verband houden met de samenwerkingsovereenkomsten tussen de verschillende ngo's.

Ook al is dit project voor de ondersteuning van de landbouwersorganisaties interessant, het valt wel buiten de doelstellingen van deze begrotingslijn.

Met deze begrotingslijn willen we samenwerkingsinitiatieven steunen door het maatschappelijke middenveld te helpen bij zijn kritische analyse van het regeeringsbeleid. Het Agricongoproject, dat via het verlenen van steun aan landbouwersorganisaties bijna het hele Congolese grondgebied bestrijkt, voldoet niet aan de doelstellingen.

Ik zal dat consortium van ngo's vragen zijn voorstel in nauwer overleg met de Belgische Technische Coöperatie te herzien. Het blijft noodzakelijk dat het steunproject wordt uitgevoerd in de gebieden waarop het indicatief samenwerkingsprogramma gericht is.

03.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse. J'entends que vous n'allez pas exclure ce projet qui pourrait se réorienter. Je transmettrai votre réponse aux auteurs du projet, lequel me semblait a priori s'inscrire dans la logique de ce dont nous venons de discuter.

03.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Ik onthoud dus dat dit project nog kan worden bijgestuurd. Ik zal dat meedelen aan de architecten van dat project, dat volgens mij in het verlengde ligt van de logica waar we het over hadden.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 15.56 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.56 uur.